

PETITES ANNONCES

L'EXPRESS INTERNATIONAL



ONU-IRAK
Accord prolongé

■ Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté hier à l'unanimité une prorogation de six mois de l'accord « pétrole contre nourriture » qui permet à l'Irak d'exporter une partie de son brut pour acheter des vivres et des médicaments. Cette décision était attendue, après que Washington eut laissé entendre mardi que les États-Unis ne s'opposeraient pas au renouvellement de cet accord destiné à adoucir quelque peu les conséquences pour la population irakienne des sanctions internationales contre ce pays. Selon cet accord, en vigueur depuis le 10 décembre, l'Irak est autorisé à vendre jusqu'à deux milliards de dollars sur six mois pour acheter les produits alimentaires et les médicaments dont il a besoin. Washington souhaite cependant des éclaircissements de Bagdad sur la distribution de ces produits dans le nord du pays, région aux mains des Kurdes.

d'après AFP

JÉRUSALEM
Réunification fêtée

■ Quelque 25 000 jeunes nationalistes religieux israéliens ont célébré hier par un défilé sous haute surveillance policière le « Jour de Jérusalem » marquant le 30^e anniversaire de la conquête de la partie arabe de la ville sainte. Brandissant des drapeaux bleu et blanc frappés de l'étoile de David, garçons en chemise blanche et kippa, filles en robe longue, les participants sont partis d'un grand parc de Jérusalem-ouest pour aller à l'est, jusqu'au mur des Lamentations. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a pour sa part célébré le « miracle de la réunification de Jérusalem » lors d'une séance solennelle du Parlement. La victoire « a permis à notre peuple de retrouver sa patrie et ses lieux saints », a-t-il dit.

d'après AFP

ITALIE
Réforme constitutionnelle

■ L'Italie a fait un pas décisif hier vers une réforme constitutionnelle avec l'adoption de propositions réformant l'État, le parlement, la magistrature et introduisant le fédéralisme. Ces propositions adoptées par une commission ad hoc dite bicamérale, regroupant tous les groupes politiques, doivent encore être discutées par la chambre des députés et le Sénat puis, si elles sont adoptées, les Italiens se prononceront à leur tour par référendum. D'ores et déjà de nombreux amendements ont cependant été annoncés par les différentes forces politiques. L'actuelle Constitution, adoptée en 1947, n'a jamais permis à l'Italie d'avoir une stabilité politique. Depuis la fin de la guerre, 55 gouvernements se sont succédés. Deux tentatives de réformes constitutionnelles, l'une en 1983 et l'autre en 1992-93 n'ont pu aboutir.

d'après AFP

CHYPRE
Holbrooke médiateur

■ Richard Holbrooke, l'artisan des accords de paix de Dayton sur la Bosnie, a été nommé envoyé spécial des États-Unis à Chypre par le président Bill Clinton, en remplacement de Richard Beattie. « Cette nomination de l'un de nos négociateurs les plus capables manifeste notre engagement à aboutir à un accord politique final sur Chypre », a indiqué le porte-parole du département d'État Nicholas Burns. « Il s'agit, a-t-il poursuivi, d'un renouvellement de la politique américaine sur Chypre. Nous avons l'intention de fournir un effort très résolu pour aller de l'avant ». Il a rappelé que des discussions directes entre le président de Chypre, Glafcos Cléridès, et « le dirigeant chypriote turc » Rauf Denktaş étaient prévues pour juillet.

d'après AFP

Autres informations
 page C8

La corruption et le faste minent le régime Arafat

d'après Associated Press
 RAMALLAH, Cisjordanie

La colère monte parmi la population palestinienne contre le gouvernement de Yasser Arafat, dont plusieurs membres sont accusés de mauvaise utilisation de fonds publics, voire de corruption.

Le mécontentement populaire a pris récemment une nouvelle dimension avec la publication d'un rapport épinglant la gestion des finances publiques. Selon ce document, dont seules les grandes lignes ont été rendues publiques, 326 millions de dollars — soit la moitié du budget palestinien — ont été gaspillés ou détournés.

Rédigé par un contrôleur aux comptes du gouvernement, le document révèle également que plusieurs ministères ont affecté la majeure partie de leur budget au poste « autres dépenses ». Celui de l'Agriculture a par exemple reporté

1,9 million de dollars sur 2,5 millions dans cette catégorie fourre-tout. De quoi financer de copieuses notes de frais.

Le Parlement palestinien a débattu la semaine dernière de ce rapport explosif, et un consensus est apparu sur la nécessité de davantage de transparence dans la gestion des ministères.

Les 88 membres du Parlement ont auditionné Nabil Shaath, ministre de l'Urbanisme. M. Shaath est accusé d'avoir affecté à son seul usage personnel quatre voitures de fonction et 12 chauffeurs, et d'avoir dépensé 50 000 dollars aux frais du

contribuable pour inviter des amis à dîner dans un luxueux hôtel de Jérusalem.

Depuis trois ans qu'ils sont au pouvoir, les dirigeants palestiniens n'avaient pas, jusqu'ici, été inquiétés sur leur gestion. C'est seulement depuis quelques semaines que des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza commencent à se plaindre ouvertement des « affaires ».

Les révélations récentes sur la corruption dans les instances dirigeantes ont fait l'effet d'une bombe dans une société qui compte 40 % de chômeurs et un système éducatif en état de délabrement.

Les enseignants se plaignent d'être sous-payés : un instituteur avec 16 ans d'expérience ne gagne que 320 dollars par an à Hébron. Quant aux écoliers, ils doivent souvent s'entasser à 50 dans des salles de classes, faute de locaux.

« Lorsque l'Autorité palestinienne est arrivée au pouvoir, nous

avions de grands espoirs qu'elle améliorerait le niveau de vie de chacun », raconte Khaula Nasreddine, un enseignant. « Mais c'est le contraire qui s'est produit. Un petit groupe de personnes retire tous les bénéfices », ajoute-t-il.

Yasser Arafat a demandé aux Palestiniens de se sacrifier pour leur patrie. Mais, dans le même temps, il aurait dépensé des millions de dollars pour augmenter les effectifs, déjà élevés, de son gouvernement et donc le nombre de salaires versés, pour acheter des amitiés et récompenser ses fidèles.

L'appareil de l'État semble en outre avoir atteint une taille critique. Le bureau d'Arafat à Hébron — il en possède un dans chacune des sept grandes villes de Cisjordanie — compte ainsi trois directeurs généraux, le ministère de l'Intérieur neuf et le ministère de l'urbanisme dix.



PHOTO REUTERS

Tiananmen

Avec la plupart des dissidents en prison ou en exil, les forces de sécurité chinoises ont réussi à éviter toute anicroche hier, comme laisse voir la photo, à l'occasion du huitième anniversaire du massacre de la place Tiananmen. À Hong Kong, en revanche, des dizaines de milliers d'habitants ont envahi la tombée de la nuit le parc Victoria où ils ont allumé des bougies pour commémorer, comme chaque année, la répression sanglante du Printemps de Pékin.

Les Algériens aux urnes

Agence France-Presse
 ALGER

Près de 17 millions d'électeurs algériens sont appelés aujourd'hui à désigner leur nouvelle Assemblée, après l'interruption du processus électoral en 1992 face à un raz de marée prévisible des islamistes et le début des violences à grande échelle.

Les quelque 37 000 bureaux de vote ouvrent leurs portes à 8 h locales.

Des policiers et des militaires sont présents depuis mardi dans les écoles transformées en centres de vote pour assurer la sécurité d'un scrutin de nouveau menacé par les groupes armés islamistes.

Aucun attentat n'a toutefois été signalé depuis lundi matin.

380 sièges sont en jeu, au scrutin de liste à la proportionnelle. Le nombre des candidats est très important : 7747, répartis entre 39 partis, 68 listes indépendantes et une petite alliance.

Selon toute logique, la future Assemblée, dont les pouvoirs ont été réduits par la nouvelle Constitution, devrait être dominée par le courant « islam-conservateur ».

Ce courant est représenté principalement par le parti présidentiel du Rassemblement national démocratique (RND), qui soutient le président Liamine Zéroual, et le Mouvement de la société pour la paix (MSP, l'ancien Hamas), qui

prône la paix et un islam moderne, mais que ses adversaires accusent d'être un parti intégriste.

Plus de 300 000 militaires, policiers, gardes communaux et membres des groupes d'autodéfense doivent être mobilisés, de même que 600 000 agents administratifs. Le scrutin est supervisé par plus de 200 observateurs étrangers.

Les premiers résultats ne pourraient être diffusés que dans le courant de la nuit prochaine.

L'Algérie (29 millions d'habitants) vote pour la troisième fois en moins de deux ans, après la présidentielle de novembre 1995 et le référendum constitutionnel, un an après.

Les États-Unis ont lancé un appel en faveur du « pluralisme politique et des réformes économiques » en Algérie et souhaité que le scrutin débouche sur une réconciliation nationale durable.

« Ces élections, si elles sont crédibles et transparentes, peuvent constituer une autre étape vers la réconciliation nationale, l'arrêt des violences et le retour de la prospérité dans ce pays important de la Méditerranée », a souligné mehier le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns.

« Les États-Unis soutiennent le pluralisme politique et la réforme économique comme moyens de conduire à une paix à long terme en Algérie », a-t-il ajouté.

REPÈRES / Algérie

Élections-repêchage

JOONEED KHAN

Les avocats des premières législatives multipartites en Algérie espèrent aujourd'hui compléter leur cycle infernal : en propulsant le Front islamique du salut (FIS) au seuil du pouvoir en janvier 1992, le peuple avait « mal voté » ; cinq ans (la durée d'un mandat) — et 100 000 suppliciés d'une guerre civile barbare et 500 000 exilés — plus tard, l'occasion est donnée au peuple, terrorisé, de se « racheter » en « votant bien ».

Les maîtres d'Alger, l'armée en premier lieu, et aussi ceux que les Algériens appellent « la mafia politico-financière », y ont pensé : le FIS reste interdit, et le pouvoir s'est donné un chef de l'État « élu » en 1995, une Constitution « plébiscitée » en 1996, et un parti lancé il y a quatre mois à peine et qui part pourtant « grand favori », le RND (Rassemblement national démocratique).

En vertu de la nouvelle Constitution, le régime s'est approprié l'État, l'islam, l'arabité, et l'amazighité (l'identité berbère). Et il s'est ménagé une soupape islamiste « modérée » avec le HMS (MSP, ex-Hamas) de Mahfoud Nahnah,

donné deuxième sur une pléthore de 39 « partis » dont la plupart sont des groupuscules improvisés.

Surtout, la minorité régnante s'est attribuée les pleins pouvoirs via le général-président Liamine Zéroual : celui-ci nommera le tiers des 144 membres d'un futur « Conseil de la nation », de fait une minorité de blocage, donc un droit de veto, car tout projet de loi émanant de l'Assemblée populaire nationale (APN, Chambre basse) devra y recueillir 75 % des voix pour être approuvé.

Les deux autres tiers de cette Chambre haute seront désignés par les élus de futures élections locales. Si bien que le scrutin d'aujourd'hui, à la proportionnelle, ne concerne que les 380 sièges d'une APN émasculée, 372 répartis entre les 48 wilayas, et les huit autres étant réservés pour la Diaspora.

« Nous savons que ce sera un Parlement bidon, mais ce qui compte, c'est de profiter de l'exercice pour créer une dynamique pour la paix, une paix négociée entre tous, l'armée et le FIS inclus, comme seule voie de retour à un vrai processus démocratique », a déclaré à La Presse Ramdane Achab, candidat du FFS (Front des forces socialistes, laïc anti-putschiste) pour l'Amérique-Asie-Océanie, qui

compte 6000 électeurs, dont 2500 au Canada.

Achab affronte sept rivaux, la plupart du Québec comme lui. Il a eu recours au Usenet, comme le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie, laïc putschiste) et le HMS (Mouvement pour la société de la paix). Certains y ont dénoncé le soutien au RND d'un soi-disant « Mouvement Boudiaf aux USA », du nom du président mystérieusement assassiné en juin 1992.

On y trouve aussi une lettre datée du 2 mai de Hocine Aït Ahmed, le chef du FFS, au secrétaire général de l'ONU, au président des États-Unis et aux chefs d'État de l'Union européenne.

« L'opposition démocratique est contrainte d'accepter une élection imposée à marche forcée pour demeurer dans le jeu politique et préserver la vie de ses militants », dit-il. Notant « le climat de terreur, les massacres, les opérations militaires », il demande : « Où est le libre choix d'une population prise en otage entre les atrocités commises au nom de Dieu mais aussi de la Patrie ? ».

« Quelle valeur accorder à un scrutin dans un pays où pullulent petits et grands seigneurs de la guerre, et où 200 000 miliciens

quadrillent certaines régions ? » — plus 100 000 militaires. Il ajoute : « On ne fera pas croire que 200 observateurs encadrés par les forces de sécurité surveilleront 33 000 bureaux de vote sur un territoire immense », comme cinq fois la France.

Human Rights Watch abonde dans ce sens avec un rapport, « Algérie : élections à l'ombre de la violence et de la répression », où il rejette la prétention du régime que ce scrutin va couronner la restauration de la démocratie dans le pays. HRW adresse aux pays européens des propositions qui auront sans doute un écho positif à Paris, où le nouveau premier ministre socialiste Lionel Jospin a déjà appelé à « lever le tabou sur l'Algérie ».

Le régime répète que le terrorisme est vaincu. Mais les attentats les plus barbares, et les plus médiatisés, continuent, ainsi que les opérations militaires, non moins barbares mais censurées. Et il se targue d'une « embellie économique » induite à coups de ré-échelonnements qui ne font que reporter les échéances critiques. De deux choses l'une : ou le pouvoir ne maîtrise pas la situation ou, comme s'est interrogée la journaliste Selima Ghezali, la main gauche ne sait peut-être pas ce que fait la main droite. Le vote d'aujourd'hui ne risque guère de briser le cycle infernal.

VENDEZ DE TOUT

(0,33 \$ par ligne supplémentaire) Le s'adresse qu'aux particuliers et concernant l'immobilier, les services motorisés et les animaux. Vu la nature de cette offre, aucun changement au texte original au cours de publication ne peut être prévu. Le privilège d'annulation de la première parution, ou l'altération en rien le facturateur obligatoirement sur 7 jours de publication.

Les petites annonces
Appels Interurbains sans frais : 1

EXPÉRIENCE DES SYSTÈMES
CSC, Inc., Montréal, CR
CFP
Exp. suffisante en comptabilité; écriture de journaux mensuels, conciliations bancaires, etc.
L'employeur apportera directement au candidat l'avantage concurrentiel et rémunération attractive.
Envoyer votre C.V. via téléc. (514) 361-0950 à l'attention du responsable.

EMPLACEMENT, min. 5 ans d'expérience, gestion de personnel et d'entreprise, Marketing, Bilinguisme exigé.
Salaire \$22K-27K.

PETITE ENTREPRISE
secrétaire-teneuse de livres
complètement bilingue, informée des lois et règlements gouvernementaux.
S. Située Montréal ouest.
Envoyer CV à: 10843, C.P. 6041, succ. Centre-Ville, Mt. Ht. 363-363.

CRÉTAIRE bilingue, (bilinguisme essentiel) pour imprimerie. Expérience aux comptes payables, s. recevables et secrétariat général.
Envoyez cv. à: 9701 Centreville, Lasalle HRB 484.

CRÉTAIRE-AJOUTÉE
faitement bilingue; bonne connaissance des logiciels. Expérience en esthétique avec un atout. Banlieue Est de l'île. Salaire 32\$5 par semaine.
Pour rendez-vous, téléphonez au 364-2244.

SECRÉTAIRE - RÉCEPTIONNISTE
pour une firme St-Laurent. Recherche personne accueillante, bilingue, expérience administrative.
Envoyez c.v. par fax: 514-335-0117.

SERVICE À LA CLIENTÈLE
9\$/h
à domicile
Le travail consiste d'une manière générale de 8 mois avec possibilité d'être prolongé.
Des commissions des ventes.
Le poste est intéressant, motivant et disponible immédiatement.
Rendez-vous par téléphone.
TEL: 842-5555
FAX: 849-8846
sectemp@sempd.com
http://www.sempd.com

QUANTUM
900 McGill College Suite 1800

CHIMNICIENNE-COMPTABLE
E avec expérience dans le secteur de comptables.
Envoyez votre curriculum vitae à: 10843, C.P. 6041, succ. Centre-Ville, Mt. Ht. 363-363.

VENDEUR(E) pour boutique de jeans "Tennis". Plein ou partiel. 843-8982.

VENDEUSE(S) d'expérience dynamique, bilingue. Bilociter la région de Québec.
Envoyez vos estimations à: (TRICE), bonne communication, aptitude à travailler sous pression.
Répondre toutes les semaines avant vendredi prochain, 2226 ou se présenter Matin CO, 5453 av. Royalmount.

322 CLUBS, HOTELS & RESTAURANTS

(1) POSTE, 2e cuisinier(ère) immédiate, expérience requise.
Envoyez votre CV à: Faxe/cv. attention: Favexac - La Fine Gaudouille Daniel Lefebvre 458-0522

BARMAN(AID)
COURS et placement.
École Des Maitres 489-2828

BARRASSIE à Chambly, cuisinier(G) d'expérience, Plénier.
Envoyez votre CV à: 9701 Centreville, Lasalle HRB 484.

CUISINIER(E), avec expérience pour brunch et petit déjeuner. Se présenter avec cv. au: 1275 chemin Dunkinville, Montréal 364-1717, h. demandez Georgina.

CUISINIER(E), demandé(e) min. 3 ans d'expérience. N.pas tel.. Se présenter 5238 Avenue Du Parc, 17^e ét. sem. et dim. de 14h à 16h.

CUISINIER(ÈRE) avec 5 ans d'expérience en cuisine française. Répondre par tél. à: 2100 St-Mathieu - partir de 14 h 30 ou 484-1553.

CUISINIER(ÈRE)
CHEF DE PARTIE
7 ans d'expérience en cuisine française.
AIDE CUISINIER(ÈRE)
3 ans d'expérience.
Restaurant Alexandre Chabot 514-361-5151
bilingue, 2 ans d'expérience.
Restaurant Alexandre Chabot 514-361-5151

CUISINIER(ÈRE)
Cuisine italienne, plein, se présenter au 560 ch. de Chamby, Vieux-Longueuil.
Tel: 381-8885

CUISINIER(JÈRES), 1 pour froid, et 1 pour le chaud, expérience en cuisine française. Se présenter avec cv. au: 10843, C.P. 6041, succ. Centre-Ville, Mt. Ht. 363-363.

GERANT(E) expérimenté(e) travail de soir, pour café-croissanterie.
Envoyez c.v.: 1200 McGill College, c.p. 84, Mt. Ht. 363-363.

PÂTISSIER(E), temps plein, 3 à 5 ans d'expérience. Envoyez votre CV à: 10843, C.P. 6041, succ. Centre-Ville, Mt. Ht. 363-363.

Monde

Nouvelles manifestations d'intolérance en Allemagne

Foyer de demandeurs d'asile incendié

Agence France-Presse
FRIEDRICHSHAFEN

Un incendie dans un foyer de demandeurs d'asile a fait un mort, un Turc de 26 ans, et 53 blessés dont plusieurs grièvement atteints, hier à Ludwigshafen (sud), a annoncé la police locale.

Le feu s'est déclaré vers 4 h 30 pour des raisons indéterminées dans les locaux du foyer, aménagé dans une ancienne caserne. Selon le parquet, les enquêteurs ne possédaient hier en fin de journée aucun indice étayant l'hypothèse d'un

incendie criminel, sans toutefois l'exclure.

Le foyer abritait quelque 350 personnes de 27 pays différents. Neuf enfants figurent parmi les blessés.

Les incendies dans les foyers de demandeurs d'asile sont courants en Allemagne, qu'ils soient d'origine accidentelle ou criminelle. En 1996, 109 incendies ont éclaté dans ces foyers, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, une église protestante de Hambourg (nord) a été la cible d'une tentative d'incendie criminel et a été recouverte de symboles nazis, a annoncé mercredi la police locale.

Selon les premiers éléments de l'enquête, des inconnus ont lancé

un cocktail Molotov par la vitre d'une entrée latérale de l'église, datant de 1738 et classée monument historique. Les flammes ont endommagé une porte mais se sont rapidement éteintes d'elles-mêmes.

Les enquêteurs n'excluaient pas la piste d'un attentat d'extrême-droite, des graffitis représentant des symboles nazis comme des croix gammées ainsi que des signes du culte satanique ayant été retrouvés sur les murs de l'église.

Une église catholique de la banlieue de Luebeck (nord) avait déjà été ravagée dans la nuit du 24 au 25 mai par un incendie sans doute criminel, tandis que le nom d'un pasteur qui avait offert l'asile à une famille algérienne était peint sur les murs du bâtiment.

Berisha échappe à un attentat

Deux bombes à Tirana

Agence France-Presse
TIRANA

Le président albanais Sali Berisha a échappé hier à une tentative d'attentat lors d'un meeting électoral du Parti démocratique (PD, au pouvoir), à trois semaines des élections législatives anticipées du 29 juin.

Cette tentative d'attentat, la première contre M. Berisha, intervient après l'explosion de deux bombes lundi à Tirana qui ont fait 28 blessés.

L'auteur de cette tentative d'attentat, Ilir Ceta, un homme de 25 ans, selon des sources du ministère de l'Intérieur, a été maîtrisé par le service de sécurité du président qui est sorti indemne de cet inci-

dent. Ces attentats illustrent la profonde division du pays entre la droite, fidèle au président, et l'opposition qui l'accuse d'être à l'origine de la crise que traverse l'Albanie.

Ils démontrent aussi que les conditions pour la tenue d'élections sont loin d'être réunies, en dépit des efforts de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui est chargée de la supervision du scrutin.

Dans une allocution télévisée mercredi soir, après la tentative d'attentat, le président Berisha, visiblement tendu, a lancé un appel aux Albanais « à garder leur sang-froid et à participer à une campagne électorale digne ».

LE MOMENT DE VÉRITÉ EST ARRIVÉ !

3,9%

de taux de crédit
Jusqu'à 48 mois

SUR CES MODÈLES 1997 EN STOCK



**Escort • Contour • Mystique • Taurus • Sable • Thunderbird • Cougar • Crown Victoria
Grand Marquis • Ranger • Villager • Aerostar • Probe • Mustang**

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS : Obtenez un rabais supplémentaire de 750 \$. Voyez votre concessionnaire pour les détails.



**Voyez le concessionnaire
de votre région**

